

# INSTRUCTION

N° 99-112-A1 du 28 octobre 1999

NOR : BUD R 99 00112 J

Texte publié au BOCP

## IMPOSITION DES PLUS-VALUES LATENTES ET DES PLUS-VALUES DE REPORT

### ANALYSE

Description de la procédure dans le cas de transfert de domicile hors de France

Date d'application : 21/10/1999

### MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; PLUS-VALUE ; SURSIS LÉGAL DE PAIEMENT ; GARANTIES ; DOMICILE ; ÉTRANGER

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPG	DOM	RF	T								

### DIFFUSION

GT 70

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 4A*

## SOMMAIRE

<b>1. CHAMP D'APPLICATION.....</b>	<b>4</b>
1.1. Plus-values concernées .....	4
1.1.1. Plus-values latentes .....	4
1.1.2. Plus-values de report.....	4
1.2. Contribuables concernés .....	4
1.2.1. Plus-values latentes .....	4
1.2.2. Plus-values du report.....	5
<b>2. DÉTERMINATION DE LA PLUS-VALUE IMPOSABLE .....</b>	<b>5</b>
<b>3. OBLIGATIONS DÉCLARATIVES .....</b>	<b>5</b>
3.1. La déclaration provisoire des revenus de l'année du transfert du domicile.....	5
3.2. La déclaration spéciale n° 2041 GL .....	5
<b>4. ETABLISSEMENT DE L'IMPOSITION .....</b>	<b>6</b>
<b>5. COMPTABLE CHARGÉ DU RECOUVREMENT.....</b>	<b>6</b>
<b>6. LE SURSIS DE PAIEMENT .....</b>	<b>6</b>
6.1. Champ d'application du sursis de paiement .....	6
6.2. Conditions d'application du sursis de paiement.....	6
6.2.1. Obligations déclaratives .....	6
6.2.2. Demande expresse de sursis .....	7
6.2.3. Désignation d'un représentant fiscal établi en France .....	7
6.2.4. Garanties de recouvrement.....	7
6.3. Conséquence du sursis de paiement .....	8
6.4. Expiration du sursis de paiement.....	8
6.4.1. Événements mettant fin au sursis de paiement .....	8
6.4.2. Exigibilité de l'impôt lors de l'expiration du sursis.....	8
6.4.3. Obligation déclarative du contribuable .....	8
6.4.4. Cas particulier : application de l'article 244 bis B du code général des impôts.....	8
<b>7. LE DÉGRÈVEMENT D'OFFICE DES IMPOSITIONS EN SURSIS D'IMPOSITION .....</b>	<b>9</b>
7.1. Impositions concernées.....	9
7.1.1. Les impositions afférentes aux plus-values en report dont le paiement est en sursis .....	9

7.2. Conditions d'application.....	9
7.2.1. Les titres concernés doivent demeurer dans le patrimoine du contribuable.....	9
7.2.2. Obligations déclaratives .....	9
7.3. Conséquences du dégrèvement d'office .....	10
7.3.1. Levée des garanties et remboursement des frais.....	10
7.3.2. Rétablissement des reports d'imposition.....	10
<b>8. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.....</b>	<b>10</b>

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Article 24 de la loi de finances pour 1999 n° 98-1266 du 30 décembre 1998.....	11
ANNEXE N° 2 : Décret n° 99-590 du 6 juillet 1999.....	13
ANNEXE N° 3 : Récépissé.....	16

L'article 24 de la loi de finances pour 1999 prévoit que le transfert du domicile hors de France entraîne l'imposition immédiate des plus-values d'échange ou de cession placées sous un régime de report d'imposition (CGI, art. 167-1 bis) ainsi que des plus-values constatées à la date du transfert du domicile hors de France sur les droits sociaux mentionnés à l'article 160 du code général des impôts (CGI, art. 167 bis).

Ce même article prévoit que le paiement de l'impôt exigible à raison de ces plus-values peut faire l'objet d'un sursis de paiement jusqu'au moment où s'opérera la transmission, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres concernés à condition que le contribuable déclare ces plus-values dans les trente jours qui précèdent le transfert de son domicile hors de France, demande le sursis de paiement, et qu'il désigne un représentant fiscal établi en France et constitue des garanties auprès du comptable du Trésor.

En outre, sous certaines conditions, l'impôt établi à cette occasion est dégrevé d'office en cas de nouvel établissement en France ou, pour les seules plus-values constatées à la date du transfert, au terme d'un délai de cinq ans, en tant qu'il se rapporte à des titres restés dans le patrimoine du contribuable à cette date.

L'ensemble du dispositif est codifié aux articles 167, 167 bis et aux articles 91 undecies à 91 septdecies de l'annexe II du code général des impôts.

La présente instruction a pour objet de préciser le champ d'application de ce régime d'imposition ainsi que les modalités de suivi du recouvrement des impositions concernées.

## **1. CHAMP D'APPLICATION**

*Le transfert de domicile fiscal hors de France s'entend d'un transfert, dans un Etat étranger ou dans un territoire d'outre-mer.*

### **1.1. PLUS-VALUES CONCERNÉES**

#### **1.1.1. Plus-values latentes**

Sont concernés les droits sociaux de société (cotée ou non cotée) passible de plein droit ou sur option de l'IS représentatifs d'une participation dépassant 25 % des droits dans les bénéfices sociaux à un moment quelconque au cours des cinq dernières années.

#### **1.1.2. Plus-values de report**

- plus-values d'échange de titres réalisées à l'occasion d'une offre publique, d'une fusion, d'une scission ou d'un apport en application :
  - 92 B II du CGI : plus-values d'échange de participations inférieures ou égales à 25 % ;
  - 160 1 ter du CGI plus-values d'échange de participation supérieure à 25 % ;
  - 150 CGI plus-values d'échange de titres de sociétés non cotées à prépondérance immobilière.
- plus-values de cession de titres dont le produit a été réinvesti dans le capital d'une société nouvelle non cotée.

### **1.2. CONTRIBUABLES CONCERNÉS**

#### **1.2.1. Plus-values latentes**

Il s'agit des contribuables, qui, au cours des dix dernières années ayant précédé le transfert, ont été fiscalement domiciliés en France pendant six ans.

### **1.2.2. Plus-values du report**

Sont concernés les contribuables qui ont bénéficié d'un régime de report d'imposition sur des plus-values quelque soit la durée de leur séjour en France et l'importance de leur participation dans le capital des sociétés concernées.

## **2. DÉTERMINATION DE LA PLUS-VALUE IMPOSABLE**

La plus-value est égale à la différence entre la valeur des droits à la date du transfert et leur prix d'acquisition (article 167 2 du CGI).

La plus-value nette imposable est constituée par :

- les plus-values en report imposables à raison du transfert ;
- les plus-values constatées à raison du départ hors de France ;
- les plus-values effectivement réalisées au titre de l'année du départ (opérations imposables réalisées entre le 1er janvier et la date de départ).

Après imputation des moins values réalisées ou constatées de même nature.

L'impôt est calculé d'après le taux de l'impôt sur le revenu et celui des prélèvements sociaux en vigueur au titre de l'année de transfert du domicile hors de France.

## **3. OBLIGATIONS DÉCLARATIVES**

Les obligations déclaratives mises à la charge du contribuable sont fixées à l'article 91 undecies de l'annexe II au code général des impôts (décret n° 99-590 du 6 juillet 1999).

### **3.1. LA DÉCLARATION PROVISOIRE DES REVENUS DE L'ANNÉE DU TRANSFERT DU DOMICILE**

Les plus-values en report d'imposition visées au I bis de l'article 167 du code général des impôts et les plus-values constatées, imposables à raison du transfert du domicile fiscal hors de France, font l'objet d'une déclaration spéciale annexée à la déclaration provisoire de revenus n° 2042 déposée au centre des impôts du lieu de la dernière résidence en France du contribuable, ou, en cas de pluralité de résidences en France, au centre des impôts du lieu du principal établissement.

Outre les plus-values en report d'imposition et les plus-values constatées imposables à raison du transfert du domicile fiscal hors de France, cette déclaration provisoire comprend les revenus dont le contribuable a disposé pendant l'année de son départ jusqu'à la date de celui-ci.

Cette déclaration provisoire doit être produite dans les trente jours qui précèdent le transfert du domicile fiscal hors de France.

A défaut de déclaration rectificative souscrite dans les deux premiers mois de l'année suivant celle du départ, la déclaration provisoire est considérée comme confirmée par le contribuable.

### **3.2. LA DÉCLARATION SPÉCIALE N° 2041 GL**

L'année du transfert du domicile hors de France, le contribuable doit faire apparaître, sur une déclaration spéciale n° 2041 GL déposée avec la déclaration provisoire des revenus n° 2042, le montant des plus-values en report visées au I bis de l'article 167 du code général des impôts et des plus-values constatées visées à l'article 167 bis du même code, ainsi que les éléments nécessaires à leur détermination.

Le contribuable indique en outre, sur cette déclaration, la date du transfert du domicile, son adresse hors de France ainsi que, lorsqu'il demande le sursis de paiement de l'impôt afférent aux plus-values imposables à raison du transfert du domicile, l'adresse du représentant fiscal qu'il a désigné.

#### **4. ETABLISSEMENT DE L'IMPOSITION**

Les impositions des revenus et des plus-values mentionnés sur la déclaration provisoire souscrite à l'occasion du transfert du domicile fiscal hors de France sont établies et mises en recouvrement dans les plus brefs délais et dans les mêmes conditions, tant pour l'impôt sur le revenu que pour les prélèvements sociaux (CSG, CRDS et prélèvement social de 2 %).

#### **5. COMPTABLE CHARGÉ DU RECOUVREMENT**

Lorsque la déclaration n'est pas assortie d'une demande de sursis de paiement la prise en charge des rôles est assurée dans les conditions habituelles par le comptable du dernier domicile du contribuable.

Si, lors de la déclaration le contribuable demande à bénéficier du sursis de paiement, le centre des impôts qui reçoit la déclaration (celui de son dernier domicile) doit, dans les plus brefs délais et selon les moyens les plus rapides transmettre la matrice correspondante au centre départemental d'assiette des non-résidents pour permettre la prise en charge par la trésorerie des non-résidents.

La prise en charge et le recouvrement de cette imposition seront suivis dans l'application RAR.

#### **6. LE SURSIS DE PAIEMENT**

##### **6.1. CHAMP D'APPLICATION DU SURSIS DE PAIEMENT**

Le sursis de paiement, prévu au II de l'article 167 bis du code général des impôts, peut être demandé dans la limite du montant de l'impôt mis en recouvrement correspondant aux seules plus-values nettes en report ou constatées immédiatement imposables à raison du transfert du domicile hors de France.

Ainsi, dans le cas d'un contribuable, imposé à la fois sur des plus-values réalisées suite à la cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux entre le 1er janvier et la date de son départ et sur des plus-values de report ou constatées :

- l'impôt afférent aux plus-values réalisées est exigible dans les conditions de droit commun ;
- l'impôt correspondant aux plus-values en report ou constatées peut, seul, faire l'objet d'une demande de sursis de paiement.

##### **6.2. CONDITIONS D'APPLICATION DU SURSIS DE PAIEMENT**

Le sursis de paiement de l'impôt afférent aux plus-values en report imposables à raison du transfert du domicile hors de France est subordonné aux conditions suivantes.

###### **6.2.1. Obligations déclaratives**

- Lors du transfert du domicile hors de France

Le contribuable qui entend demander le sursis de paiement de l'impôt afférent aux plus-values en report ou constatées imposables à raison du transfert du domicile hors de France doit obligatoirement déclarer ces plus-values dans les trente jours qui précèdent le transfert dans les conditions prévues au 2 de l'article 167 du code général des impôts.

Le défaut ou le retard de déclaration le priverait définitivement du droit de demander le sursis de paiement.

- Déclarations destinées au suivi du sursis de paiement

Le contribuable bénéficiant du sursis de paiement est tenu de souscrire chaque année, postérieurement au transfert de son domicile hors de France, une déclaration d'ensemble de revenus n° 2042 déposée au centre des impôts des non résidents. Cette déclaration indique le montant cumulé des impôts en sursis de paiement.

En outre, un état de suivi, joint à cette déclaration fait apparaître le montant de l'impôt afférent aux titres concernés pour lequel le sursis de paiement n'est pas expiré ainsi que, le cas échéant, la nature et la date de l'événement entraînant l'expiration du sursis de paiement intervenu au cours de l'année considérée.

Le défaut de production de cette déclaration et de l'état de suivi, l'omission de tout ou partie des renseignements qui doivent y figurer entraîne l'exigibilité de l'impôt en sursis lorsque le contribuable n'a pas régularisé sa situation dans les trente jours de la notification d'une mise en demeure adressée à son représentant.

### **6.2.2. Demande expresse de sursis**

Le sursis de paiement est une faculté offerte au contribuable ; il n'est donc applicable que sur demande expresse de sa part lors du dépôt de la déclaration.

A défaut, le contribuable est réputé avoir renoncé à cette faculté et choisi d'acquitter immédiatement l'impôt mis en recouvrement.

En pratique, la demande de sursis de paiement doit être formulée sur la déclaration spécifique n° 2041 GL qui est jointe à la déclaration provisoire de revenus n° 2042 prévue au 2 de l'article 167 du code général des impôts.

### **6.2.3. Désignation d'un représentant fiscal établi en France**

Le contribuable mentionne également sur la déclaration spécifique n° 2041 GL le nom ou la dénomination sociale ainsi que l'adresse du représentant fiscal, établi en France qu'il désigne comme étant autorisé à recevoir, en son lieu et place, les communications relatives à l'assiette, au recouvrement et au contentieux de l'impôt. Ce dernier doit indiquer sur cette même déclaration qu'il accepte de représenter le contribuable.

Le représentant est un simple intermédiaire entre l'administration et le contribuable domicilié hors de France. Il ne saurait donc, en cette seule qualité, être mis en cause pour le paiement des impôts dus par son mandant.

Cette désignation produit ses effets tant que le sursis n'est pas expiré et qu'aucun nouveau représentant n'est désigné, dans les mêmes formes, par le contribuable.

### **6.2.4. Garanties de recouvrement**

Au plus tard huit jours avant le transfert du domicile hors de France, le contribuable doit faire parvenir au comptable du Trésor des non résidents à Paris une proposition de garanties. Il lui en est délivré récépissé selon le modèle présenté en annexe n° 3.

En pratique, cette procédure de constitution de garanties est organisée selon les règles prévues au 3ème alinéa de l'article R\* 277-1, aux articles R\* 277-2 à R 277-4 et R 277-6 du livre des procédures fiscales, applicables lorsqu'un contribuable conteste le bien-fondé des impositions mises à sa charge. Ainsi ces garanties, auxquelles le sursis de paiement est subordonné, peuvent être constituées par un versement en espèces, par des créances sur le Trésor, par la présentation d'une caution, par des valeurs mobilières, des marchandises déposées dans les magasins agréés par l'Etat, par des affectations hypothécaires ou par des nantissements de fonds de commerce.

En outre, en cas de défaut de garanties ou de garanties insuffisantes, le comptable chargé du recouvrement peut refuser le sursis de paiement. Dans ce cas, comme pour le sursis de paiement prévu à l'article L. 277 du livre des procédures fiscales, le contribuable dispose d'une voie de recours devant le juge du référé administratif dans les conditions fixées à l'article L. 279 du livre précité.

### 6.3. CONSÉQUENCE DU SURSIS DE PAIEMENT

Le sursis de paiement a pour effet de différer l'exigibilité de l'impôt afférent aux plus-values en report imposables à raison du transfert du domicile hors de France et de suspendre la prescription de l'action en recouvrement jusqu'à la date de l'événement entraînant son expiration.

### 6.4. EXPIRATION DU SURSIS DE PAIEMENT

#### 6.4.1. Événements mettant fin au sursis de paiement

Sous réserve :

- des manquements aux obligations déclaratives mises à la charge des contribuables ;
- des situations dans lesquelles le contribuable est susceptible de bénéficier d'un dégrèvement d'office des impositions établies à raison du transfert du domicile hors de France,

le paiement de l'impôt qui bénéficie du sursis est différé jusqu'au moment où les titres concernés font l'objet d'une transmission, (à titre onéreux ou à titre gratuit), d'un rachat, d'un remboursement ou d'une annulation.

Lorsque l'opération mettant fin au sursis de paiement porte sur une partie seulement des titres concernés, seule la fraction correspondante de l'impôt en sursis de paiement est exigible, le surplus continuant de bénéficier du sursis.

#### 6.4.2. Exigibilité de l'impôt lors de l'expiration du sursis

Le contribuable acquitte auprès du comptable des non résidents, l'impôt dû à raison de l'événement qui entraîne l'expiration partielle ou totale du sursis de paiement, avant le 1er mars de l'année suivant celle de la transmission, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres concernés. Il joint, à l'appui de son paiement une copie de l'avis d'imposition établi au titre de l'année du transfert du domicile hors de France, indiquant le montant des droits en sursis de paiement.

Conformément aux règles de droit commun, les droits en principal sont assortis de la majoration de recouvrement de 10 % prévue à l'article 1761 du code général des impôts ; en effet, le sursis n'emporte pas exemption de cette majoration mais le comptable du Trésor peut décider de sa remise totale ou partielle.

#### 6.4.3. Obligation déclarative du contribuable

La nature et la date de l'événement qui entraîne l'expiration totale ou partielle du sursis de paiement doivent être indiquées sur la déclaration destinée au suivi de l'impôt en sursis de paiement qui doit être souscrite au titre de l'année où cet événement est survenu.

#### 6.4.4. Cas particulier : application de l'article 244 bis B du code général des impôts

Sous réserve des conventions internationales, les plus-values de cession à titre onéreux de droits sociaux mentionnés à l'article 160 du code général des impôts réalisées par des personnes physiques qui ne sont pas domiciliées en France sont imposables en France en application des dispositions de l'article 244 bis B du même code.

Dans l'hypothèse où cette cession porte sur des droits sociaux sur lesquels le contribuable a constaté une plus-value lors du transfert de son domicile hors de France et que l'impôt dû à cette occasion a bénéficié d'un sursis de paiement sur le fondement du II de l'article 167 bis du code général des impôts, l'article 91 quaterdecies de l'annexe II au code général des impôts prévoit que la plus-value afférente à cette cession réalisée hors de France, qui, par définition constitue le fait générateur de l'expiration du sursis de paiement, est déterminée, pour l'application des dispositions de l'article 244 bis B du code déjà cité, par différence entre le prix de cession des titres et leur valeur retenue à la date du transfert du domicile hors de France.

## **7. LE DÉGRÈVEMENT D'OFFICE DES IMPOSITIONS EN SURSIS D'IMPOSITION**

### **7.1. IMPOSITIONS CONCERNÉES**

#### **7.1.1. Les impositions afférentes aux plus-values en report dont le paiement est en sursis**

Les impositions afférentes aux plus-values en report dont le paiement est en sursis, sur le fondement du 1 bis de l'article 167 du code général des impôts, peuvent être dégrévées d'office. En revanche, si ces impositions ont été acquittées lors du transfert du domicile hors de France, elles ne peuvent pas être dégrévées d'office à la date du retour en France (pour ces impositions se reporter au 7.2.2.).

### **7.2. CONDITIONS D'APPLICATION**

#### **7.2.1. Les titres concernés doivent demeurer dans le patrimoine du contribuable**

Les impositions afférentes aux plus-values en report dont le paiement est en sursis sur le fondement du 1 bis de l'article 167 du code général des impôts ainsi que les impositions afférentes aux plus-values constatées en application du 1 de l'article 167 bis du même code ne peuvent être dégrévées d'office que si le contribuable apporte la preuve que les titres auxquels ces impositions se rapportent demeurent dans son patrimoine à la date de survenance de l'événement motivant sa demande de dégrèvement (selon le cas, l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la date du départ ou le retour en France dans le délai de cinq ans).

Le contribuable rapporte cette preuve par tout moyen (attestation de l'établissement gestionnaire des titres par exemple).

#### **7.2.2. Obligations déclaratives**

Le dégrèvement d'office des impositions en sursis est subordonné au dépôt de la déclaration de revenus souscrite au titre de l'année au cours de laquelle le contribuable est à nouveau résident de France ou, s'agissant des impositions afférentes aux plus-values constatées au titre de l'année d'expiration du délai de cinq ans.

La restitution du montant de l'impôt acquitté afférent aux plus-values constatées est subordonnée, selon le cas, au dépôt de la déclaration de revenus souscrite en tant que résident de France au titre de l'année du retour ou à la demande expresse du contribuable qui justifie, à l'expiration du délai de cinq ans, de son domicile hors de France.

### 7.3. CONSÉQUENCES DU DÉGRÈVEMENT D'OFFICE

#### 7.3.1. Levée des garanties et remboursement des frais

La levée des garanties correspondant aux impositions dégrévées est prononcée consécutivement au dégrèvement de ces mêmes impositions.

Dans cette situation, le contribuable peut prétendre au remboursement des frais de constitution de garantie qu'il a supportés dans les conditions prévues aux articles R\*208-3 à R\*208-6 du livre des procédures fiscales.

#### 7.3.2. Rétablissement des reports d'imposition

Le dégrèvement d'office des impositions afférentes aux plus-values en report dont le paiement est en sursis, sur le fondement du 1 bis de l'article 167 du code général des impôts emporte rétablissement de plein droit des reports d'imposition existants sur les titres concernés à la date du transfert du domicile fiscal hors de France.

## 8. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les dispositions de l'article 24 de la loi de finances pour 1999 sont applicables aux contribuables qui transfèrent leur domicile hors de France à compter du 9 septembre 1998.

Les contribuables qui ont transféré leur domicile fiscal hors de France entre le 9 septembre 1998 et le 31 décembre 1998 doivent, avant le 30 septembre 1999, souscrire la déclaration rectificative prévue au 2 de l'article 167 du code général des impôts au titre des plus-values en report ou constatées imposables en application du I bis de l'article 167 et du I de l'article 167 bis du même code, ainsi que la déclaration spéciale n° 2041 GL auprès du centre des impôts des non-résidents.

Les contribuables qui ont transféré leur domicile fiscal hors de France entre le 1er janvier 1999 et le 13 juillet 1999, date de publication du décret n° 99-590 du 6 juillet 1999, disposent du même délai pour déposer la déclaration provisoire prévue au 2 de l'article 167 du code général des impôts ainsi que la déclaration spéciale n° 2041 GL au centre des impôts du lieu de leur dernière résidence.

Dans ces deux situations, les contribuables qui demandent le sursis de paiement prévu au II de l'article 167 bis précité font parvenir au comptable du Trésor des non-résidents à Paris une proposition de garanties avant le 31 octobre 1999. Il en est délivré récépissé selon le modèle présenté en annexe 3.

Toutes difficultés d'application devront être signalées à la direction générale sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique  
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4ÈME SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

## ANNEXE N° 1 : Article 24 de la loi de finances pour 1999 n° 98-1266 du 30 décembre 1998

### Article 24

I - L'article 167 du code général des impôts est ainsi modifié :

A. - Il est inséré un 1 bis ainsi rédigé :

« 1 bis. Lorsque le contribuable transfère son domicile hors de France, les plus-values de cession ou d'échange de valeurs mobilières ou de droits sociaux dont l'imposition a été reportée sont immédiatement imposables.

« Toutefois, le paiement de l'impôt correspondant peut être différé dans les conditions et les modalités prévues au II de l'article 167 bis, jusqu'au moment où s'opérera la transmission, le rachat, le remboursement ou l'annulation des droits sociaux concernés.

« Lorsque le contribuable transfère de nouveau son domicile en France, l'impôt dont le paiement est en sursis, sur le fondement de l'alinéa précédent, est dégrevé d'office en tant qu'il se rapporte à des plus-values afférentes aux titres qui, à cette date, demeurent dans le patrimoine du contribuable. Dans ce cas, les reports existants sur ces mêmes titres à la date du transfert du domicile hors de France sont rétablis de plein droit. »

B. - Au 2, après les mots : « du 1 », sont insérés les mots : « et du 1 bis » et les mots : « dans les dix jours qui précèdent la demande de passeport » sont remplacés par les mots : « dans les trente jours qui précèdent le transfert du domicile hors de France ».

II. - Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 167 bis ainsi rédigé :

« Art. 167 bis. - I. - 1. Les contribuables fiscalement domiciliés en France pendant au moins six années au cours des dix dernières années sont imposables, à la date du transfert de leur domicile hors de France, au titre des plus-values constatées sur les droits sociaux mentionnés à l'article 160.

« 2. La plus-value constatée est déterminée par différence entre la valeur des droits sociaux à la date du transfert du domicile hors de France, déterminée suivant les règles prévues aux articles 758 et 885 T bis, et leur prix d'acquisition par le contribuable ou, en cas d'acquisition à titre gratuit, leur valeur retenue pour la détermination des droits de mutation.

« Les pertes constatées ne sont pas imputables sur les plus-values de même nature effectivement réalisées par ailleurs.

« 3. La plus-value constatée est déclarée dans les conditions prévues au 2 de l'article 167.

« II. - 1. Le paiement de l'impôt afférent à la plus-value constatée peut être différé jusqu'au moment où s'opérera la transmission, le rachat, le remboursement ou l'annulation des droits sociaux concernés.

« Le sursis de paiement est subordonné à la condition que le contribuable déclare le montant de la plus-value constatée dans les conditions du I, demande à bénéficier du sursis, désigne un représentant établi en France autorisé à recevoir les communications relatives à l'assiette, au recouvrement et au contentieux de l'impôt et constitue auprès du comptable chargé du recouvrement, préalablement à son départ, des garanties propres à assurer le recouvrement de la créance du Trésor.

« Le sursis de paiement prévu au présent article a pour effet de suspendre la prescription de l'action en recouvrement jusqu'à la date de l'événement entraînant son expiration. Il est assimilé au sursis de paiement prévu à l'article L. 277 du livre des procédures fiscales pour l'application des articles L. 208, L. 255 et L. 279 du même livre.

« Pour l'imputation ou la restitution de l'avoir fiscal, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires, il est fait abstraction de l'impôt pour lequel un sursis de paiement est demandé en application du présent article.

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

« 2. Les contribuables qui bénéficient du sursis de paiement en application du présent article sont assujettis à la déclaration prévue au 1 de l'article 170. Le montant cumulé des impôts en sursis de paiement est indiqué sur cette déclaration à laquelle est joint un état établi sur une formule délivrée par l'administration faisant apparaître le montant de l'impôt afférent aux titres concernés pour lequel le sursis de paiement n'est pas expiré ainsi que, le cas échéant, la nature et la date de l'événement entraînant l'expiration du sursis.

« 3. Sous réserve du 4, lorsque le contribuable bénéficie du sursis de paiement, l'impôt dû en application du présent article est acquitté avant le 1er mars de l'année suivant celle de l'expiration du sursis.

« Toutefois, l'impôt dont le paiement a été différé n'est exigible que dans la limite de son montant assis sur la différence entre le prix en cas de cession ou de rachat, ou la valeur dans les autres cas, des titres concernés à la date de l'événement entraînant l'expiration du sursis, d'une part, et leur prix ou valeur d'acquisition retenu pour l'application du 2 du I, d'autre part. Le surplus est dégrevé d'office. Dans ce cas, le contribuable fournit, à l'appui de la déclaration mentionnée au 2, les éléments de calcul retenus.

« L'impôt acquitté localement par le contribuable et afférent à la plus-value effectivement réalisée hors de France est imputable sur l'impôt sur le revenu établi en France à condition d'être comparable à cet impôt.

« 4. Le défaut de production de la déclaration et de l'état mentionnés au 2 ou l'omission de tout ou partie des renseignements qui doivent y figurer entraînent l'exigibilité immédiate de l'impôt en sursis de paiement.

« III. - A l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la date du départ ou à la date à laquelle le contribuable transfère de nouveau son domicile en France si cet événement est antérieur, l'impôt établi en application du I est dégrevé d'office en tant qu'il se rapporte à des plus-values afférentes aux droits sociaux qui, à cette date, demeurent dans le patrimoine du contribuable. »

III. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article, et notamment les modalités permettant d'éviter la double imposition des plus-values constatées ainsi que les obligations déclaratives des contribuables et les modalités du sursis de paiement.

IV. - Les dispositions du présent article sont applicables aux contribuables qui transfèrent leur domicile hors de France à compter du 9 septembre 1998

ANNEXE N° 2 : Décret n° 99-590 du 6 juillet 1999

**Décret no 99-590 du 6 juillet 1999**  
**portant application de l'article 24 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998)**  
**relatif aux modalités d'imposition de certaines plus-values de valeurs mobilières**  
**en cas de transfert du domicile fiscal hors de France**

**NOR : ECOF9920898D**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code général des impôts, et notamment ses articles 167 et 167 bis et l'annexe II à ce code ;

Vu le livre des procédures fiscales ;

Vu la loi de finances pour 1999 (no 98-1266 du 30 décembre 1998), et notamment son article 24 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - A l'annexe II au code général des impôts, au livre Ier, première partie, titre Ier, chapitre Ier, section II, sont créés les articles 91 undecies à 91 septdecies ainsi rédigés :

« Art. 91 undecies. - La déclaration provisoire prévue au 2 de l'article 167 du code général des impôts fait apparaître distinctement sur un formulaire spécial délivré par l'administration le montant des plus-values en report et des plus-values constatées, mentionnées respectivement au 1 bis du même article et à l'article 167 bis du code précité, ainsi que les éléments nécessaires à leur détermination.

« Cette déclaration spéciale indique en outre la date du transfert du domicile hors de France et l'adresse du nouveau domicile fiscal.

« Les contribuables qui entendent bénéficier du sursis de paiement prévu au II de l'article 167 bis du code général des impôts en font la demande sur la déclaration spéciale prévue au premier alinéa. Celle-ci comporte le nom ou la dénomination sociale ainsi que l'adresse du représentant fiscal désigné par le contribuable. Ce représentant s'engage, sur la même déclaration, à remplir les formalités et obligations qui lui incombent en vertu des dispositions du 1 du II de l'article précité.

« Art. 91 duodecies. - Pour l'application des dispositions du 2 du I de l'article 167 bis du code général des impôts, les moins-values constatées sur les droits sociaux à la date du transfert du domicile fiscal hors de France sont imputables sur les plus-values constatées à cette même date.

« Art. 91 terdecies. - Lorsque le contribuable demande le sursis de paiement prévu au deuxième alinéa du 1 bis de l'article 167 ou au premier alinéa du 1 du II de l'article 167 bis du code général des impôts, l'impôt afférent aux plus-values de cession ou d'échange de valeurs mobilières ou de droits sociaux imposables à raison du transfert du domicile hors de France ou afférent aux plus-values constatées à la date du transfert fait l'objet d'une mise en recouvrement spécifique et d'une prise en charge du rôle correspondant par le comptable du Trésor des non-résidents.

« Art. 91 quaterdecies. - Pour l'application du troisième alinéa du 3 du II de l'article 167 bis du code général des impôts, l'impôt acquitté hors de France par le contribuable est comparable à l'impôt établi en France à condition d'être un impôt personnel sur le revenu assis sur les plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux et d'être calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres concernés retenu pour l'application du 2 du I de l'article 167 bis précité.

## ANNEXE N° 2 (suite)

« L'imputation sur l'impôt sur le revenu établi en France est effectuée par voie de dégrèvement sur justification du paiement de l'impôt acquitté hors de France par le contribuable et des éléments relatifs à sa liquidation. Cet impôt est converti en francs français sur la base du taux de change en vigueur à la date de paiement de cet impôt.

« Lorsque la cession réalisée hors de France, qui constitue le fait générateur de l'expiration du sursis de paiement prévu au II de l'article 167 bis du code général des impôts, est soumise à l'impôt en France en application des dispositions de l'article 244 bis B du code général des impôts, cette dernière imposition est établie sur la plus-value déterminée par différence entre le prix de cession des titres et leur valeur retenue à la date du transfert du domicile hors de France.

« Art. 91 quindecies. - Avant le 1er mars de l'année suivant celle de la transmission, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres, le contribuable acquitte l'impôt dû à raison de l'événement qui entraîne l'expiration partielle ou totale du sursis d'imposition. Il joint à l'appui de son paiement une copie de l'avis d'imposition faisant apparaître le montant des droits bénéficiant du sursis de paiement.

« Art. 91 sexdecies. - Pour l'application du 4 du II de l'article 167 bis du code général des impôts, l'exigibilité de l'impôt en sursis de paiement est rétablie lorsque la situation du contribuable n'a pas été régularisée dans les trente jours de la notification d'une mise en demeure adressée à son représentant.

« Art. 91 septdecies. - Le dégrèvement d'office des impositions en sursis afférentes aux titres restés dans le patrimoine du contribuable à la date de son retour en France ou, s'agissant de l'impôt en sursis en application du premier alinéa du 1 du II de l'article 167 bis du code général des impôts, à l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la date de son départ, est subordonné au dépôt de la déclaration de revenus souscrite au titre de l'année au cours de laquelle le contribuable est à nouveau résident de France ou de l'année d'expiration du délai de cinq ans. Cette déclaration est déposée au centre des impôts des non-résidents.

« La levée des garanties correspondantes ne peut être prononcée qu'après le dégrèvement d'office mentionné au premier alinéa.

« Le contribuable peut alors prétendre au remboursement des frais de constitution de garantie qu'il a supportés dans les conditions prévues aux articles R.\* 208-3 à R.\* 208-6 du livre des procédures fiscales.»

Art. 2. - Au livre des procédures fiscales, deuxième partie, titre IV, chapitre II, il est créé un article R.\* 280-1 ainsi rédigé :

« Art. R.\* 280-1. - Les contribuables qui entendent bénéficier du sursis de paiement prévu au II de l'article 167 bis du code général des impôts doivent faire parvenir au comptable du Trésor des non-résidents une proposition de garanties dans les formes prévues au deuxième alinéa de l'article R.\* 277-1 au plus tard huit jours avant la date du transfert du domicile hors de France. Il en est délivré récépissé.

« Les dispositions du troisième alinéa de l'article R.\* 277-1, des articles R.\* 277-2 à R. 277-4 et de l'article R. 277-6 sont applicables. »

Art. 3. - Les contribuables qui ont transféré leur domicile fiscal hors de France entre le 9 septembre 1998 et le 31 décembre 1998 souscrivent avant le 30 septembre 1999 la déclaration rectificative prévue au 2 de l'article 167 du code général des impôts au titre des plus-values imposables en application du 1 bis de l'article 167 et du I de l'article 167 bis du même code, ainsi que le formulaire spécial prévu à l'article 91 undecies de l'annexe II au code général des impôts.

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Les contribuables qui ont transféré leur domicile fiscal hors de France entre le 1er janvier 1999 et la date de publication du présent décret ont jusqu'au 30 septembre 1999 pour déposer la déclaration provisoire prévue au 2 de l'article 167 du code général des impôts, ainsi que le formulaire spécial prévu à l'article 91 undecies de l'annexe II au code général des impôts.

Les contribuables placés dans la situation définie au premier comme au deuxième alinéa et qui demandent le sursis de paiement prévu au II de l'article 167 bis précité font parvenir une proposition de garanties au comptable du Trésor des non-résidents avant le 31 octobre 1999. Il en est également délivré récépissé.

Art. 4. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 juillet 1999.

Lionel Jospin  
Par le Premier ministre :  
Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
Dominique Strauss-Kahn  
Le secrétaire d'Etat au budget,  
Christian Sautter

ANNEXE N° 3 : Récépissé

TRESOR PUBLIC

Paris, le

Je soussigné \_\_\_\_\_ comptable de la trésorerie des non-résidents  
atteste avoir reçu de Mr, Mme, Melle <sup>1</sup> \_\_\_\_\_ demeurant  
à \_\_\_\_\_ la proposition de garanties suivante \_\_\_\_\_ pour  
la somme de \_\_\_\_\_ dans le cadre de sa demande de sursis de paiement de  
l'impôt afférente aux plus-values latentes, aux plus-values de report<sup>1</sup> mis en recouvrement lors du transfert  
de son domicile hors de France.

Le Comptable du Trésor

---

<sup>1</sup> Rayer les mentions inutiles.